



Newsletter de la protection à base communautaire | Juillet - Décembre 2025

KIBA KOESSE



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Autonomiser les femmes dans un contexte fragile : quand le leadership d'une association locale féminine renforce la prévention des VBG et l'autonomie économique

Dans un contexte marqué par la fragilité, l'insécurité économique et la persistance des violences basées sur le genre (VBG), l'autonomisation des femmes rapatriées et des femmes vulnérables s'impose comme un levier essentiel de protection.

À Bouar et Gallo, 50 femmes et jeunes femmes, rapatriées et membres de communautés d'accueil vulnérables, ont été accompagnées dans le cadre du projet « Prévention et réponse aux violences basées sur le genre à travers la sensibilisation et l'autonomisation des jeunes filles et femmes rapatriées ».

Une évaluation conjointe menée avec les autorités locales a permis d'identifier des opportunités concrètes de renforcement des capacités économiques, afin d'améliorer durablement les conditions de vie des bénéficiaires tout en réduisant leur dépendance à l'assistance humanitaire.

À Gallo, une collaboration entre le HCR Bouar et l'association locale dirigée par les femmes AFVPD a permis de lancer des formations en pâtisserie au profit de 20 femmes et jeunes femmes. Encadrées par une monitrice expérimentée, elles ont acquis des compétences pratiques leur permettant de produire et de vendre gâteaux, cakes et beignets, une activité nouvelle dans la localité.

À Bouar, 30 femmes et jeunes filles, rapatriées et membres de la communauté hôte, ont vu leurs compétences en couture et tricotage renforcées sur une période de deux mois. Grâce à l'appui de deux monitrices, elles ont professionnalisé leurs activités, généré des revenus et été

structurées en association de couturières et tricoteuses, avec l'appui de la Direction régionale de la promotion du genre. Un plaidoyer est en cours, avec le soutien du HCR, pour faciliter l'accès à des espaces de vente dédiés.

Au total, les 50 bénéficiaires ont été organisées en groupements économiques et certaines ont déjà commencé à épargner et à s'organiser au sein d'AVEC, renforçant leur solidarité, leur autonomie et leur résilience.



Une trajectoire qui change une vie

Ibrahim Salamatou, 32 ans, rapatriée volontaire à Gallo, en est un exemple vivant :

« Je suis retournée à Gallo en 2024 dans le cadre du rapatriement volontaire depuis le Cameroun. [...] Dès la quatrième séance, j'ai lancé la vente de gâteaux. [...] Aujourd'hui, je suis régulièrement sollicitée pour des cérémonies de mariage, ce qui peut me rapporter entre 15 000 et 25 000 FCFA par prestation. [...] Je rêve d'ouvrir une pâtisserie avec davantage de produits. »

À Bouar comme à Gallo, investir dans l'autonomisation économique des femmes, c'est réduire les risques de VBG, renforcer la dignité et poser les bases d'une résilience durable, portée par les femmes elles-mêmes.

BURKINA FASO

Le sport plus qu'un jeu : un levier de bien-être et de cohésion pour les communautés

Au Burkina Faso, l'insécurité persistante et les déplacements forcés bouleversent le quotidien de milliers de familles. Pour les enfants et les jeunes, les conséquences sont immédiates : des repères qui disparaissent, des espaces sûrs qui se raréfient, et des enfances brutalement interrompues. Dans ce contexte fragile, jouer, se projeter et simplement grandir en sécurité devient un défi quotidien.

Face à cette réalité, une réponse parfois inattendue s'impose : le sport. Bien plus qu'une activité récréative, il devient un outil de protection, un espace où les enfants et les jeunes peuvent retrouver un sentiment de sécurité, exprimer leurs émotions et reconstruire une forme de normalité. Cette approche s'inscrit dans la stratégie pluriannuelle du HCR sur le sport (2022–2026), qui reconnaît le sport comme un levier essentiel de résilience, de cohésion sociale et de protection communautaire.

Le HCR au Burkina Faso a concrétisé cette vision à travers un projet global sur le sport, soutenu par LIV Golf. Lancé en 2025 pour une durée de trois ans, le projet a déjà permis d'atteindre plus de 4 000 réfugiés, personnes déplacées internes et membres des communautés hôtes. Des terrains rénovés sont devenus de véritables espaces sûrs, où les enfants peuvent jouer sans crainte, se rencontrer et se sentir à nouveau enfants.

Pour Ange, réfugié de 21 ans, le sport est devenu un espace de transformation personnelle :

« J'ai rejoint le programme par curiosité. J'y ai appris énormément, notamment la patience et la concentration, qui sont essentielles dans le golf comme dans la vie. Le golf m'a donné un sentiment de liberté et de connexion avec la nature. »

Au-delà des chiffres, le sport devient ici un langage universel. Il protège, apaise, rassemble et redonne aux enfants et aux jeunes ce que la crise leur a trop souvent volé : le droit de jouer, de se reconstruire et d'espérer.



© UNHCR/M. BOUGMA

Ces espaces sont aussi des lieux de rapprochement. Réfugiés, personnes déplacées et communautés hôtes participent ensemble aux activités sportives, favorisant un vivre-ensemble apaisé, la confiance et une meilleure compréhension mutuelle. Les animateurs sportifs, issus des communautés elles-mêmes, ont été formés à la protection de l'enfance, au bien-être psychosocial et à la prévention des violences, garantissant une réponse adaptée aux réalités locales.

Les colonies de vacances sportives : quand les vacances deviennent un temps de reconstruction

Dans le but de renforcer le bien-être psychosocial des enfants et des jeunes des colonies de vacances sportives ont été organisées par la fédération Burkinabé de Golf à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso du 25 au 31 Aout et du 08 au 13 Septembre 2025. Au total, 168 enfants et jeunes âgés de 10 à 15 ans, issus des communautés réfugiées, déplacées internes et hôtes y ont participé. Pour beaucoup, il s'agissait de leur première expérience hors du cadre familial, dans un environnement collectif sûr.

Au-delà des activités sportives, l'impact a été profond, tant pour les enfants que pour leurs familles. Les enfants, quant à eux, ont exprimé un fort sentiment de sécurité et d'engagement, confirmant la pertinence de ces espaces comme outils de protection et de reconstruction. La colonie de vacances a été un cadre sûr d'apprentissage socio-émotionnel et au-delà du bien-être, les enfants ont pu acquérir des compétences de vie sociale leur permettant de mieux communiquer et d'entretenir des relations saines.



Bien qu'elles ciblent principalement les enfants, ces activités offrent aussi un temps de répit aux parents,



Une mère réfugiée partage son expérience : « Pendant une semaine, mes enfants n'étaient pas à la maison. J'ai pu respirer, me reposer. Et quand ils sont revenus, je les ai trouvés plus calmes et plus heureux. »

Dans un contexte de contraintes financières et de pression accrue sur les opérations humanitaires, il est essentiel de continuer à investir dans des approches communautaires à fort impact, telles que le sport. En plaçant les communautés au cœur de la réponse, le sport démontre sa capacité à protéger, renforcer la cohésion et soutenir la résilience, y compris dans les contextes les plus fragiles.

NIGERIA

Une innovation digitale qui rapproche le HCR des communautés, où qu'elles se trouvent



Face aux limites des mécanismes traditionnels de communication en situation d'urgence, le HCR au Nigeria a développé une solution digitale innovante : un chatbot multilingue, accessible et conçu avec et pour les communautés.

Au cours des 12 derniers mois, cet outil a généré près de 68 000 visites sur les sites HELP, illustrant une forte demande des communautés pour une information accessible, fiable et immédiate, dans un contexte de protection particulièrement complexe et évolutif.

La conception du chatbot s'appuie sur une évaluation des besoins en information et en communication menée auprès de 354 personnes, complétée par une cartographie inter-agences impliquant 17 membres du personnel du HCR et des partenaires dans plusieurs zones opérationnelles. Ces consultations ont mis en évidence une préférence claire pour des canaux simples et largement utilisés, tels que WhatsApp et le SMS, ainsi que pour des solutions accessibles hors connexion et des interfaces intuitives.



Développé à partir de la plateforme Twilio Flex, avec l'appui du Service digital du HCR à Copenhague, le chatbot ne vise pas à remplacer l'interaction humaine, au contraire, elle propose un accès immédiat à l'information essentielle, et si nécessaire, une orientation vers un point focal humain.

Cette initiative a profondément transformé la manière dont les communautés interagissent avec le HCR au Nigeria. Les évaluations menées confirment une forte appétence des communautés pour l'engagement numérique, illustrant une demande soutenue pour une information centralisée, accessible et fiable. Au-delà des chiffres, le chatbot s'impose comme un véritable centre de services digitaux, renforçant l'autonomie des communautés, leur accès à l'information et leur sentiment d'être écoutées, tout en rapprochant durablement le HCR des personnes qu'il sert.

CAMEROUN

Protection sociale des enfants déplacés de force : vers une inclusion durable dans les systèmes nationaux au Cameroun.

Au Cameroun, l'intégration des enfants réfugiés et déplacés internes dans les systèmes nationaux de protection sociale progresse de manière tangible. Aujourd'hui, ces enfants sont effectivement pris en charge dans 39 centres sociaux des régions de l'Est, de l'Adamaoua, du Littoral et du Centre, avec une extension prévue en 2026, au-delà des 20 communes pilotes initiales.

Malgré ces avancées, les enfants déplacés de force demeurent exposés à de multiples risques de protection, nécessitant des réponses durables et pleinement ancrées dans les dispositifs nationaux existants. C'est dans cette optique que le HCR a mené un plaidoyer stratégique en faveur de leur inclusion effective dans les systèmes nationaux de protection sociale. Cette vision s'est concrétisée par la signature, en septembre 2024, d'un Mémoire d'Entente (MoU) entre le HCR, le Ministère des Affaires Sociales (MINAS) et le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille, en charge des questions de protection de l'enfant.

L'année 2025 a marqué une étape décisive avec l'opérationnalisation de cet engagement à travers un accord de partenariat, ouvrant la voie à une intégration concrète des enfants réfugiés et déplacés internes dans les programmes nationaux de protection de l'enfance.

Le projet a permis de renforcer les capacités des travailleurs sociaux des dix régions du Cameroun sur la protection internationale, la politique de protection de l'enfant du HCR, la gestion de cas et les procédures liées à l'intérêt supérieur de l'enfant.



Grâce à cette dynamique, 1 090 dossiers d'enfants à risque ont fait l'objet d'enquêtes sociales, permettant leur orientation vers des services adaptés (santé, placement institutionnel, réponses communautaires, accompagnement psychosocial).

Parallèlement, un travail structurant a été mené avec les leaders communautaires réfugiés et déplacés internes, désormais directement connectés aux centres sociaux. Ainsi, lorsqu'un enfant à risque est identifié, les familles peuvent accéder directement aux services publics de leur localité, sans recourir à des mécanismes parallèles.

Cette approche constitue une avancée majeure vers une protection nationale, inclusive et durable des enfants déplacés de force au Cameroun.

NIGER

Le handicap n'est pas une limite : l'autonomisation économique comme levier de protection à Garin Kaka

À Garin Kaka, 18 personnes en situation de handicap, femmes, hommes, filles et garçons réfugiés ont renforcé leur autonomie économique et leur rôle au sein de la communauté grâce à des initiatives inclusives fondées sur la valorisation de leurs compétences. À travers des démonstrations de savoir-faire locaux tels que le tricotage, la vannerie, la poterie et la vulcanisation, elles ont non seulement développé leurs moyens de subsistance, mais aussi contribué à faire évoluer les perceptions du handicap au sein de la communauté. [témoignage de participants] Insertion photo et description

Selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH 2012), près de 4,17 % des personnes déplacées de force au Niger vivent avec un handicap, les exposant à des risques accrus de discrimination, d'exclusion sociale et de vulnérabilité économique.



Moushtahida Yacouba, femme réfugiée nigérienne vivant avec un handicap accueillie au village de Garin Kaka a démontré ses compétences en tricotage des cagoules vêtements pour enfants contribuant à double impact, la protection et prévention aux risques liées aux intempéries.



C'est dans ce contexte que, à l'occasion de la Journée internationale des personnes handicapées, le 3 décembre 2025, l'initiative « Favoriser des sociétés inclusives en matière de handicap pour faire progresser le progrès social » a été lancée au Village d'Opportunités de Garin Kaka, avec l'appui de l'ONG partenaire RET. Malgré des contraintes opérationnelles importantes, notamment des ressources financières limitées et un accès restreint à des moyens de transport adaptés, l'approche mise en œuvre a privilégié une vision centrée sur les capacités plutôt que sur les limitations.



Pour Aminatou Alassane, Assistant CBP Officer, « Le handicap ne doit jamais être perçu comme une limite, mais comme une réalité qui peut être surmontée grâce à la résilience, à l'entraide et à l'accès à des initiatives inclusives et adaptées. »

Dans un contexte de pressions opérationnelles croissantes, investir dans des approches communautaires inclusives constitue un choix stratégique à fort impact humain, renforçant la protection, la dignité et la résilience des personnes les plus vulnérables.

MALI

50 filles de Cité Naata reprennent confiance et nourrissent de nouvelles ambitions grâce à l'approche Girls Shine.

À la Cité Naata, à Gao, 50 adolescentes entament un parcours de transformation. Dans un pays où 54 % des filles sont mariées avant l'âge de 18 ans, faisant du Mali le 4e pays au monde le plus touché par le mariage d'enfants selon les bases de données mondiales de l'UNICEF (2025), grandir en tant que fille reste un défi quotidien.

Pour beaucoup d'adolescentes, les changements liés à la puberté, la santé reproductive ou encore les droits fondamentaux demeurent entourés de silence et de tabous. Cette méconnaissance accroît leur vulnérabilité, dans un contexte marqué par de nombreux signalements de violences basées sur le genre (VBG) au sein de la Cité Naata.

Face à cette réalité, le HCR à Gao, en partenariat avec l'Association Malienne pour la Survie au Sahel (AMSS), a mis en œuvre l'approche Girls Shine. Le programme repose sur la création d'espaces sûrs, où les filles peuvent apprendre, s'exprimer librement, se soutenir mutuellement et développer leur potentiel dans un environnement bienveillant. L'approche adopte une vision inclusive en intégrant également les parents et tuteurs, conscients de leur rôle central dans la protection et l'épanouissement des adolescentes.

Les changements observés sont profonds. Les filles ont acquis une meilleure compréhension de leur corps et de la santé reproductive. Elles ont développé des compétences sociales et tissé des liens avec des adolescentes issues de différentes origines culturelles, renforçant ainsi la cohésion sociale.

Plusieurs participantes affirment aujourd'hui être capables de dire non à une relation non désirée, de comprendre la notion de consentement et d'identifier des situations de violence. Certaines sont devenues des relais de confiance pour leurs pairs, tandis que d'autres, auparavant déscolarisées, se sont engagées à reprendre le chemin de l'école.

« En tant que parent, j'ai eu la chance de participer aux activités organisées pour nous dans le cadre du programme Girls Shine. Ce que j'ai appris m'a profondément marqué. On nous a parlé de notre rôle essentiel dans la vie de nos filles : les écouter, les protéger, respecter leurs droits et, surtout, les accompagner dans leur développement. Avant, certaines choses me semblaient normales, comme donner une fille en mariage jeune, mais aujourd'hui je comprends mieux les conséquences de ces pratiques. »



Oumar Ag Gaima, Parent,
Membre de la communauté hôte.



TCHAD

Quand le digital devient un levier d'autonomie pour les femmes réfugiées urbaines au Tchad

À N'Djamena, 15 femmes et filles réfugiées transforment aujourd'hui leur savoir-faire en opportunités économiques concrètes grâce au numérique. Dans un contexte mondial où le commerce en ligne s'impose comme un moteur de croissance, cette initiative montre comment le digital peut devenir un outil d'inclusion, de protection et d'autonomisation pour les femmes réfugiées en milieu urbain.

Portée par l'Association des Réfugiés pour le Développement (ARD), en partenariat avec l'incubateur Wenaklabs, l'initiative a été mise en œuvre à l'occasion des 16 jours d'activisme, édition 2025. Elle répond à des défis bien réels : l'accès limité à l'emploi formel pour les réfugiés de longue date comme pour les nouveaux arrivants du Soudan, et une vulnérabilité accrue des femmes réfugiées face aux violences basées sur le genre (VBG) et à l'exploitation économique.

Plusieurs associations, dont l'Association des Femmes Créatives, composée de femmes réfugiées urbaines, produisent quotidiennement des denrées locales (biscuits, gâteaux, pain) ainsi que des produits artisanaux (nappes, encens, parfums, vêtements), déjà appréciés par les consommateurs.

La formation en e-commerce et marketing digital leur a permis de franchir une nouvelle étape : élargir leur clientèle et diversifier leurs canaux de vente. Les participantes ont été initiées à la création de contenus, à l'utilisation des réseaux sociaux, à l'accès aux plateformes de vente en ligne, ainsi qu'aux notions de base en gestion des ventes et relation client digitale.



Au-delà des compétences techniques, l'objectif était de renforcer la confiance, l'autonomie et le leadership économique des femmes réfugiées en milieu urbain. À la suite de la formation, des connexions durables ont été établies, notamment entre l'Association des Femmes Créatives et des organisations locales telles que la Ligue Tchadienne des Droits des Femmes et l'Association Beauté Africaine, ouvrant la voie à de nouvelles opportunités.



Comme le résume Nafissa Asmat Doudou, réfugiée centrafricaine : « Je souhaite que la formation puisse durer plus longtemps, au moins deux semaines ou un mois, car ces connaissances sont essentielles aujourd'hui pour développer nos activités. »

À travers cette initiative, le numérique devient bien plus qu'un outil : un catalyseur d'autonomie, de résilience et d'inclusion économique durable po

Profilage des enfants réfugiés en situation de rue en période d'épidémie de choléra : une réponse intégrée à Adré



À Adré, environ 1 500 enfants réfugiés, séparés ou dispersés lors du conflit vivent dans la rue, dont 300 de manière permanente, dans des conditions de grande précarité. Depuis le début de la crise soudanaise en 2023, la ville d'Adré est devenue l'un des principaux points d'entrée des réfugiés au Tchad. La déclaration d'une épidémie de choléra en juillet 2025 a exacerbé les risques sanitaires et de protection auxquels ces enfants sont exposés.

Face à cette situation critique, le Sous-Groupe Technique Protection de l'Enfant (S-GTPE), sous le leadership du HCR et de l'UNICEF, a mis en place une réponse intégrée visant à protéger les enfants en situation de rue tout en limitant la propagation du choléra. L'intervention repose sur deux axes complémentaires : une réponse d'urgence sanitaire, incluant la mise à l'abri des enfants les plus exposés, la sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène et l'orientation vers les services de santé pour la vaccination, le dépistage et la prise en charge ; et un axe communautaire, avec la création d'un comité d'encadrement réunissant associations locales (AJAD, AJS), leaders communautaires, travailleurs sociaux et acteurs humanitaires chargés d'identifier et de suivre les enfants.



« C'est une bonne initiative d'identifier et de faire revenir les enfants des rues dans les sites aménagés. Mais il faut savoir que ces enfants quittent les sites pour les centres urbains comme Adré à la recherche de moyens de subsistance. Si leurs conditions de vie ne sont pas améliorées dans les sites, ils y retourneront. » a souligné un Parent réfugié du site aménagé de Metché.

À ce jour, 372 enfants ont été profilés, dont 55 réfugiés enregistrés et 317 non préenregistrés. Tous ont été sensibilisés à la prévention du choléra, 180 enfants ont été vaccinés et pris en charge, et environ 125 enfants vulnérables fréquentent régulièrement un centre social pour un accompagnement psychosocial. Plusieurs enfants ont accepté une relocalisation en sites aménagés, et 24 réunifications familiales ont été rendues possibles.

Bien que des avancées notables soient enregistrées, cet exercice ne s'arrête pas au profilage : il se poursuit grâce à l'implication continue de la communauté dans la recherche de solutions et à la mobilisation essentielle d'autres secteurs, notamment l'éducation et les moyens de subsistance, afin d'assurer une intégration réelle et durable de ces enfants.

L'intégration des pairs-éducateurs dans les espaces amis d'enfants du Wadi Fira

Le conflit au Soudan a entraîné l'arrivée massive de réfugiés dans l'Est du Tchad, dont 58 % des enfants exposés à la séparation familiale, aux traumatismes et aux violences. Afin de répondre à ces besoins et de créer des espaces sûrs favorisant la résilience, le HCR et JRS ont renforcé la participation communautaire dans les espaces amis d'enfants (EAE) en impliquant directement des jeunes réfugiés comme pairs-éducateurs.



Parmi eux, Isra TOM, jeune réfugiée de 21 ans, passionnée de dessin, joue un rôle essentiel. Repérée par JRS avant même l'urgence de 2025, elle anime aujourd'hui des activités artistiques dans les EAE et accompagne les enfants dans l'expression créative. Son engagement a un impact direct sur la communauté : plusieurs enfants qu'elle encadre ont remporté des concours de dessin, et de nombreux jeunes des sites d'Iridimi et Goudrane sont désormais encouragés à partager leurs talents.

Cette initiative renforce la confiance des enfants, soutient leur bien-être psychosocial et démontre la capacité des communautés réfugiées à contribuer elles-mêmes à la protection et au développement de leurs enfants.



Lors des festivités du 20 novembre 2025, Isra a réalisé des portraits des participants, suscitant fierté et admiration au sein du site. Malgré quelques défis, et manque de matériel ; la communauté et les acteurs de protection recommandent de fournir davantage de ressources, de sensibiliser les jeunes et de valoriser d'autres talents locaux. **En soutenant des jeunes comme Isra, la communauté se renforce, les enfants se sentent valorisés, et les espaces amis d'enfants deviennent de véritables lieux d'expression, de guérison et d'espoir.**

Résilience & solidarité : un soutien par et pour les femmes réfugiées soudanaises



Les communautés font face à des risques élevés de violences basées sur le genre, d'épuisement physique et d'absence d'articles de première nécessité. Beaucoup arrivent après des jours de marche, traumatisées par les violences sexuelles, les agressions physiques ou les mariages forcés.

Ces vulnérabilités et ce manque de services spécialisés ont conduit à la création de l'organisation CREC (Community Relief and Empowerment Centre), fondée par un groupe de femmes réfugiées soudanaises anciennement travailleuses sociales au Soudan aujourd'hui active à Adré, Farchana, Arkoum, Allacha et Aboutengué. Leur objectif : offrir un espace sûr où les femmes peuvent se relever, se reconstruire et retrouver leur dignité face aux menaces quotidiennes.

Chaque jour, ces femmes réfugiées animent des sessions de soutien psychosocial, accueillent les survivantes de VBG, organisent des groupes de parole et assurent les référencement vers les services médicaux, juridiques et psychosociaux. Elles forment également les femmes et filles à des métiers tels que la vannerie, la broderie, la pâtisserie ou la fabrication d'encens, renforçant ainsi leur autonomie économique.

À ce jour, plus de 1 200 femmes et filles ont été accompagnées : certaines reconstruisent leur vie, d'autres génèrent des revenus pour leurs familles.

L'initiative améliore aussi la cohésion entre réfugiées et communautés hôtes, grâce à des dialogues communautaires et des activités conjointes. Malgré des besoins immenses et des ressources limitées, CREC continue d'agir grâce au soutien de la diaspora et à sa collaboration avec le HCR et les partenaires VBG.



Comme le résume sa présidente : « Donner aux femmes réfugiées les moyens d'agir n'est pas de la charité, c'est essentiel pour la guérison et la paix. »

Pratiques communautaires de recherche et réunification familiale dans le Wadi Fira

Plus de 1,4 million de réfugiés ont fuit le conflit au Soudan en direction de l'Est du Tchad, 58 % représentent des enfants, dont certains séparés ou non accompagnés. Dans un contexte de déplacements continus et de services de protection insuffisants, les familles avaient des difficultés à accéder aux mécanismes classiques de réunification.

Face à cette situation, les communautés réfugiées elles-mêmes ont développé, dès avril 2025, un mécanisme innovant pour retrouver les familles des enfants séparés. À l'initiative d'un enseignant, les chefs de convois de relocalisation ont créé un groupe WhatsApp communautaire destiné à partager des photos, signaler les enfants retrouvés aux frontières et localiser leurs proches installés dans différents sites du Wadi Fira.

Ce système simple et numérique a transformé la manière dont les communautés protègent leurs enfants: chaque chef de convoi utilise sa connaissance des groupes ethniques soudanais pour vérifier les liens familiaux et accompagner les réunifications. Les organisations de protection de l'enfant, dont JRS, se sont appuyées sur ce mécanisme pour compléter leurs recherches et sécuriser les procédures.

Entre mai et décembre 2025, plus de 24 enfants non accompagnés ont été retrouvés et réunifiés grâce à ce réseau communautaire. Certains parents, alertés via WhatsApp, ont même parcouru de longues distances jusqu'à Tiné pour récupérer leurs enfants. Les témoignages, comme celui d'Islam et de sa mère, montrent l'impact humain profond de ce système fondé sur la solidarité.

Malgré les défis de suivi social limité et de documentation insuffisante, cette expérience démontre que les communautés jouent un rôle clé dans la protection de l'enfant. Renforcer et formaliser ces mécanismes permettrait d'assurer une réponse plus rapide, durable et adaptée aux besoins des familles réfugiées.

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Transformation durable des normes et comportements masculins: l'approche EMAP comme levier de prévention des violences basées sur le genre(VBG)

Dans les camps de réfugiés relevant de la sous-délégation de Gbadolite, une augmentation des incidents de violences basées sur le genre (VBG) a été documentée en 2025 par rapport aux années précédentes. Cette hausse préoccupante a mis en évidence une limite majeure : agir uniquement après les violences ne suffit pas. Pour prévenir durablement les VBG, il est indispensable de s'attaquer à leurs causes profondes, notamment les normes sociales néfastes et les déséquilibres de pouvoir au sein des ménages et des communautés.



C'est dans ce contexte que l'approche EMAP (Engaging Men through Accountable Practice) s'est imposée comme une réponse essentielle. EMAP vise à impliquer activement les hommes dans la prévention des VBG, tout en garantissant que cette implication renforce, et ne compromette jamais, la sécurité, la voix et la redevabilité envers les femmes.

Mise en œuvre par le partenaire CIAUD, sous le suivi du HCR, l'approche EMAP a été déployée dans cinq sites de la sous-délégation de Gbadolite : Libenge, Zongo, Yakoma, Bili et Gbadolite (hors camp de Yakoma). L'intervention s'est articulée autour de la formation des équipes, de sessions de présentation aux services étatiques, ONG et comités de réfugiés, et de groupes de réflexion structurés.

Les résultats sont tangibles. 250 participants directs, 125 femmes et 125 hommes, ont montré des changements de comportements observables, un maintien des groupes au-delà du projet et un renforcement durable de la redevabilité masculine envers les femmes. Comme le témoigne une participante du camp d'Inke : « EMAP n'a pas seulement transformé la manière d'agir de mon mari, il m'a redonné ma dignité dans mon foyer. »

Les témoignages recueillis font état de réconciliations familiales, d'une meilleure répartition des tâches domestiques, de la reconnaissance du droit des filles à l'éducation et de l'abandon de pratiques violentes autrefois considérées comme normales. À Gbadolite, EMAP démontre que changer les comportements masculins est une condition clé pour prévenir durablement les VBG.



Du déplacement au sens : Le parcours de Mouhamadou Kamil



Il est des trajectoires qui naissent dans la perte mais s'élèvent vers le sens. L'histoire de Mouhamadou Kamil est de celles-là.

Né en République centrafricaine, Kamil a grandi dans un environnement marqué par les conflits, l'insécurité et les déplacements forcés répétés. La violence a contraint sa famille à fuir, interrompant brutalement sa scolarité primaire et bouleversant son enfance. Aîné d'une fratrie de onze enfants, il a très tôt porté de lourdes

responsabilités. Dans un contexte où la stabilité était fragile et les ressources limitées, l'accès à l'éducation semblait lointain, presque inaccessible. Pourtant, au cœur de l'incertitude, Kamil a nourri une détermination silencieuse. « Être l'aîné m'a appris à viser haut et à ouvrir la voie pour mes frères et sœurs », confie-t-il.

Trouver refuge, reconstruire l'espoir

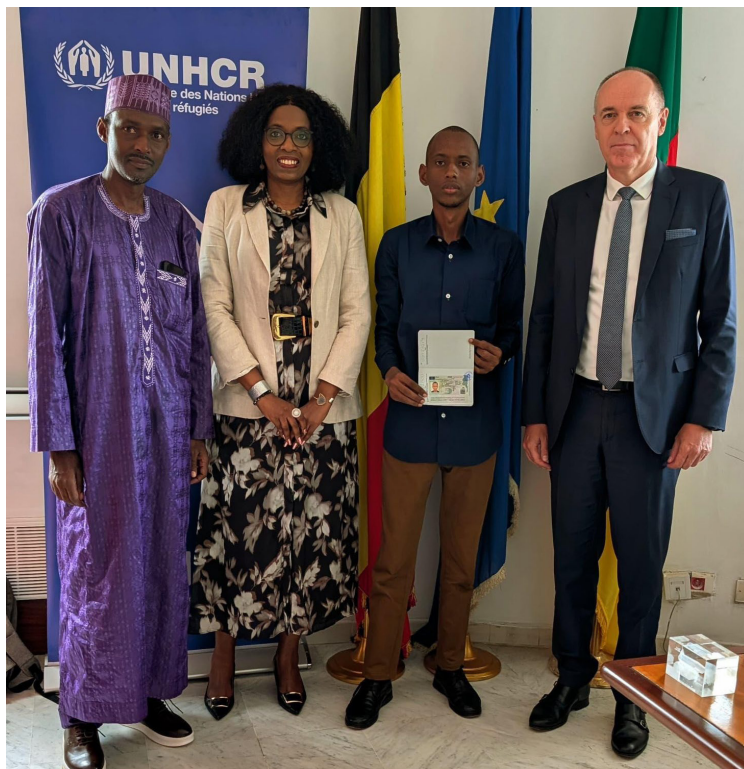
En 2008, Kamil et sa famille trouvent refuge au Cameroun. Comme pour de nombreux réfugiés, la vie en exil s'accompagne de multiples défis : intégration sociale, précarité économique, parcours scolaire interrompu. Mais ce nouveau départ marque aussi le début d'une reconstruction. Grâce à l'appui du HCR, Kamil reprend le chemin de l'école, franchissant chaque étape du primaire et du secondaire avec persévérance. Le tournant décisif survient avec l'obtention de la bourse Albert Einstein DAFI, qui lui ouvre les portes de l'enseignement supérieur.

Animé par un profond sens du service, nourri par ses propres expériences de vulnérabilité, Kamil s'oriente vers les sciences infirmières. Son parcours académique se distingue rapidement. En 2023, il est classé meilleur étudiant national en sciences infirmières, avant d'obtenir sa licence professionnelle en 2024.

Au-delà de sa réussite personnelle, il accompagne et soutient des camarades en difficulté, incarnant au quotidien les valeurs de solidarité et de leadership.

Redonner avant d'aller plus loin

Après l'obtention de son diplôme, Kamil retourne à Meiganga, dans la région de l'Adamaoua, où réside sa famille. Il y effectue un stage de perfectionnement de six mois à l'Hôpital Annexe Régional de Meiganga. Son engagement, son professionnalisme et son sens de l'éthique conduisent à son recrutement comme personnel d'appui. Pour Kamil, exercer en milieu hospitalier dépasse la simple dimension professionnelle : c'est un acte de reconnaissance. Il soigne des réfugiés, des personnes déplacées internes et des membres des communautés hôtes, retrouvant souvent des fragments de son propre parcours dans leurs histoires. « **Je sais que je ne pourrai jamais rendre tout ce que j'ai reçu** », explique-t-il. « **Mais j'essaie d'exprimer ma gratitude en servant.** »



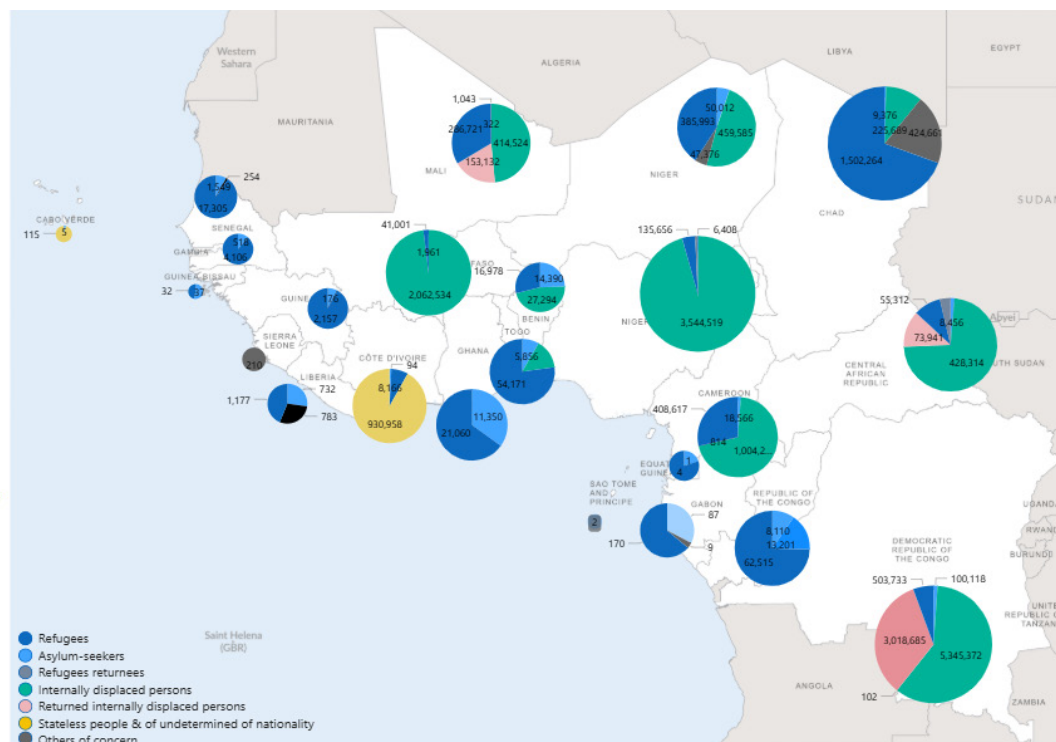
Un nouveau chapitre : l'éducation au-delà des frontières

La rigueur académique et l'engagement de Kamil sont récompensés en 2025. À travers les voies complémentaires d'accès à l'éducation soutenues par le HCR, il est sélectionné parmi trois étudiants réfugiés du Cameroun admis à l'Université libre de Bruxelles (ULB), en Belgique. Il est le seul à bénéficier d'une bourse complète octroyée par l'université. Dans un geste hautement symbolique, l'Ambassadeur de Belgique lui remet personnellement son visa étudiant, reconnaissant son mérite, son parcours et son potentiel. Aujourd'hui âgé de 26 ans, Kamil poursuit un master en éthique, s'appuyant sur sa formation en santé pour explorer les liens entre soins médicaux, dignité humaine et responsabilité morale.

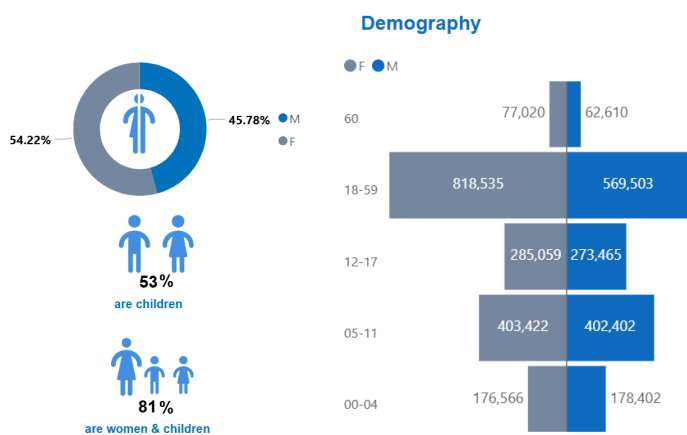


A Bien plus qu'une réussite individuelle

Le parcours de Kamil illustre la force transformatrice de l'accès à l'éducation, lorsqu'il s'accompagne de persévérance et d'un soutien institutionnel adapté. Il démontre que les étudiants réfugiés, lorsqu'ils disposent d'opportunités, ne se contentent pas de reconstruire leur propre avenir : ils contribuent durablement aux sociétés qui les accueillent, et bien au-delà. Du déplacement au sens, l'histoire de Mouhamadou Kamil n'est pas seulement une réussite personnelle, elle est le reflet de ce qui devient possible lorsque la protection, l'éducation et le potentiel humain se rencontrent.



REFUGEES & ASYLUM-SEEKERS POPULATION PROFILE

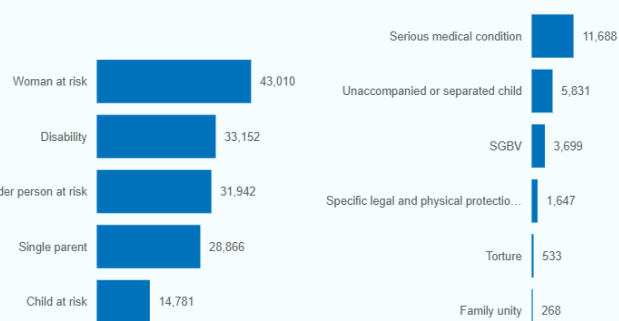


L' Afrique de l'Ouest et du Centre traverse aujourd'hui une période particulièrement fragile. Entre l'insécurité croissante, les déplacements forcés, les effets du changement climatique et une situation économique instable, des millions de personnes se retrouvent poussées loin de leurs foyers. Au cœur de cette réalité complexe, le HCR joue un rôle essentiel : comprendre les besoins, coordonner les réponses et soutenir les pays dans leurs efforts pour protéger les plus vulnérables.

Dans toute la région, **22,1 millions de personnes** sont actuellement déplacées ou apatrides. Parmi elles, on compte **plus de 3,5 millions de réfugiés**, plus de **13,5 millions de déplacés internes**, ainsi que plus de **931 000 personnes apatrides**. Cette crise touche avant tout des familles : **83 %** des personnes concernées sont des **femmes et des enfants**, et plus de la moitié sont mineurs. Des enfants séparés de leurs proches, des femmes confrontées à des risques accrus de violence, des communautés entières forcées de recommencer leur vie ailleurs.

Face à ces défis, le HCR en Afrique de l'Ouest et du Centre ne se contente pas d'apporter de l'aide d'urgence. Le bureau régional travaille main dans la main avec les pays pour renforcer les systèmes de protection, améliorer l'accès à l'éducation, promouvoir l'inclusion économique et trouver des solutions durables qui permettent aux familles de retrouver stabilité et dignité. L'objectif : répondre aux besoins immédiats tout en construisant les bases d'un avenir plus résilient. Chaque action menée contribue à renforcer les capacités locales, encourager le développement et soutenir les personnes touchées, afin qu'elles puissent non seulement survivre, mais aussi reconstruire leur avenir.

REFUGEES WITH SPECIFIC NEEDS



KIBA KOESSE

NEWSLETTER DE LA PROTECTION À BASE COMMUNAUTAIRE

« Kiba Koesse », ou fragments d'informations en Moore, est un recueil de bonnes pratiques des activités de protection à base communautaire, protection de l'enfance et Violences Basées sur le Genre mises en oeuvre par le HCR et ses partenaires en Afrique de l'Ouest et du Centre. Ce recueil vise aussi à élever la voix des personnes déplacées de force et apatrides dans la région.



Kiba Koesse - Newsletter Janvier - Juin 2025

<https://data.unhcr.org/fr/documents/details/117270>

Bureau regional de l'Afrique de l'Ouest et du Centre



©HCR/Mahoro Florence



KIBA KOESSE

NEWSLETTER DE LA PROTECTION À BASE COMMUNAUTAIRE

Contributeurs

Nigeria : Leya Ouambo

Burkina Faso : Sarah Bisalpultra

Mali : Pilabre Weindpouire Effreime

Niger : Aminatou Alassane

Tchad : Wendy Arunga, Rakseube Wadabe,

Leya Ouambo , Ahou Celestine Assuie,

Nadine Mutunzi

République Centre Africaine : Emilie Charpentier

Cameroun : Aissa Helene Titi Mbas Ngan

RDC : Elise Mbuyi

Bureau régional:

Réinstallation: Ndeye Fatou Ndiaye, Sanchia Thimana

Communication: Senan Rose Fidélia Bohissou,

Axel Clyde Boukono

Contact

UNHCR Bureau Régional du HCR Afrique de l'ouest et du centre

Unité Protection à base communautaire

Clarisse Ntampaka - Community-Based Protection Officer

Martha Brenda Mami Cole - Stagiaire à la protection à base communautaire